Danièle-Djamila Amrane-Minne (1939-2017), Moudjahida et historienne des moudjahidates

Jacqueline Martin

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/clio/13782>

DOI : 10.4000/clio.13782

ISSN : 1777-5299

Éditeur

Belin

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2017

Pagination : 215-219

ISBN : 978-2-410-00859-3

ISSN : 1252-7017

Référence électronique

Jacqueline Martin, « Danièle-Djamila Amrane-Minne (1939-2017), Moudjahida et historienne des moudjahidates », *Clio. Femmes, Genre, Histoire* [En ligne], 46 | 2017, mis en ligne le 01 décembre 2020, consulté le 29 avril 2022. URL : <http://journals.openedition.org/clio/13782> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/clio.13782>

Portrait

Danièle-Djamila Amrane-Minne (1939-2017) Moudjahida et historienne des moudjahidates

Jacqueline MARTIN¹

Danièle-Djamila Minne-Amrane, née à Neuilly-sur-Seine le 13 août 1939, est décédée à Alger le 11 février dernier. Son père, Pierre Minne, professeur de philosophie, ancien résistant puis militant anticolonial au Sénégal, en est expulsé en 1947. Il s'installe alors en Algérie, dans la campagne de Tlemcen où sa femme, Jacqueline Netter, allait devenir institutrice. Après son divorce, cette dernière se remarie avec Abdelkader Guerroudj et tous deux militent au PCA (parti communiste algérien). Danièle suit sa mère dans son travail militant dans les campagnes environnantes où elle découvre « les différences flagrantes, énormes, entre Algériens misérables et Européens largement à leur aise », ce qui la « choque profondément ». « Je ne comprenais pas comment ça pouvait être possible », ajoute-t-elle rétrospectivement².

Engagés dans l'insurrection de novembre 1954, ses parents sont visés, en mai 1955, par un avis d'expulsion du préfet d'Oran mais peuvent s'installer à Alger en janvier 1956³. En mai, à l'âge de 16 ans,

¹ Maîtresse de conférences retraitée à l'université Toulouse-Jean Jaurès, collègue et amie de Djamila.

² Dans une interview réalisée en 2012 par la photographe Cécile Arfi.

³ La famille reste interdite de séjour en Oranie. La mère de Danièle, Jacqueline Guerroudj, témoigne de façon émouvante de cette Algérie coloniale, de la

Danièle participe à la grève des lycéen.ne.s et étudiant.e.s, puis épousant la cause de l'indépendance du peuple algérien, elle s'y engage à son tour. En pleine bataille d'Alger, elle entre dans la clandestinité sous le nom de Djamila, dans le groupe de Mohand Arezki Bennaceur. Elle est formée et chargée de transports de documents, d'armes, ainsi que d'actions de sabotage. Elle participe en janvier 1957 à l'explosion du café l'Otomatic⁴. Activement recherchée, elle est conduite au maquis de la Wilaya III, où elle passe près d'un an en marches épuisantes, pour fuir les ratissages et les bombardements, à soigner les combattant.e.s et les populations blessées. Elle est arrêtée en novembre 1957, alors qu'elle est sur le chemin de la frontière tunisienne à la suite de la décision du colonel Amirouche d'évacuer des maquis les femmes et les étudiant.e.s, après le durcissement des opérations militaires en Kabylie. Condamnée à sept ans de prison, elle rejoint à la prison d'Alger ses sœurs de combat et sa mère (arrêtée en janvier 1957 dans l'affaire Fernand Yveton)⁵. Transférée à Paris, Rennes puis Pau, elle perfectionne son arabe et écrit des poèmes, pour lesquels elle allait recevoir le 1^{er} Prix Jeune Afrique en octobre 1962. En prison, elle passe aussi son baccalauréat (1961) et entame une première année universitaire en histoire et géographie. Libérée en avril 1962, elle retourne à Tlemcen, où elle écrit en août l'émouvant poème « Boqalate » sur sa vie au maquis, à la mémoire de ses frères et sœurs de combat qu'elle a vu mourir. Elle allait garder de cette expérience vécue toute jeune de profonds traumatismes pendant toute sa vie.

Après l'indépendance elle poursuit ses études à l'université d'Alger, épouse Rabah Amrane en juillet 1964, donne naissance à son fils en 1965 et à ses deux filles en 1970 et 1976. Après avoir obtenu une licence d'enseignement en histoire et géographie, elle est professeure au lycée Pasteur d'Alger de 1964 à 1968, tout en préparant une thèse de 3^e cycle sur « l'emploi à Béjaïa », qu'elle

pauvreté des paysans mais aussi de leurs résistances, notamment dans la 1^{re} partie de son ouvrage *Des douars et des prisons*, Alger, éditions Bouchene, 1993.

⁴ Qui, selon son époux, ne fera qu'une blessée légère à la jambe.

⁵ Sur les prisons, voir la seconde partie du livre de J. Guerroudj et bien sûr l'ouvrage issu de la thèse de Djamila, *Femmes algériennes dans la guerre*, Plon, Paris, 1991.

soutient à Alger en janvier 1971. Elle est alors nommée maître-assistante à l'université des Lettres et Sciences humaines d'Alger où elle enseigne de 1971 à 1976, puis maître de conférences à l'Université des Sciences et Technologies d'Alger où elle officie jusqu'en 1990.

Alors qu'elle s'est battue avec d'autres jeunes femmes lors de la bataille d'Alger, puis au maquis rejoint par toute une promotion de l'école d'infirmières, et qu'elle a partagé la prison pendant plus de quatre ans avec des combattantes comme elle, la marginalisation des femmes dans l'Algérie indépendante et les régressions idéologiques sur leur statut lui sont de plus en plus insupportables. Aussi, dès le début des années 1980 et pendant plus de huit ans, s'attache-t-elle à recueillir les récits des moudjahidates pour lutter contre l'oubli de leurs luttes. C'est ainsi qu'en historienne scrupuleuse, elle croise les 88 témoignages qu'elle a collectés avec l'analyse de la presse (algérienne et coloniale), celle des documents officiels et des documents privés (poèmes, carnets, correspondances...), pour écrire une histoire de la guerre intégrant les femmes, ce qui avait été largement omis dans les ouvrages déjà parus sur le sujet. Intitulée « Les femmes algériennes et la guerre de libération nationale en Algérie, 1954-1962 », dirigée par Annie Rey-Goldzeiguer et soutenue en juin 1988 à l'université de Reims, cette recherche lui permet d'obtenir le doctorat d'État avec la mention très honorable à l'unanimité du jury⁶. La même année, elle intègre le Centre national d'études historiques d'Alger où elle est co-responsable de plusieurs projets de recherche.

« Étude scientifique » et « travail de vérité » selon Pierre Vidal-Naquet, ce travail doctoral fournit à Djamila la matière d'un ouvrage publié aux éditions Plon en 1991 et préfacé par ce grand historien. Elle y montre que les jeunes combattantes qui, pour la plupart, n'ont pas eu d'engagement politique auparavant et n'allaient pas en avoir ensuite, font « irruption dans la guerre », surprenant même le FLN. Dans le cœur du livre, elle étudie sous tous les angles possibles la nature de leur engagement : guérilla ou terrorisme urbain, maquis, activités de soin ou de liaison, manifestations, luttes civiles. Elle

⁶ Le jury est composé d'A. Mandouze, P. Vidal-Naquet, M. Perrot, C. Lacoste-Dujardin, K. Brown.

répertorie également les victimes de ces combats et met en évidence une spécificité de la vie des femmes en prison qui s'organisent de manière démocratique (ce qu'elle appelle la « démocratie à l'athénienne ») pour faire face aux traumatismes des exécutions quotidiennes à Alger en 1957, et tenir lors des divers mouvements de grève de la faim. Elle livre enfin en annexe un tableau donnant des informations précieuses sur ses interlocutrices combattantes.

À la rentrée 1991, elle est nommée professeure associée d'histoire à l'université de Bejaïa, où elle enseigne du DEUG au master, l'histoire de l'Algérie, des mouvements nationalistes, de la décolonisation de l'Afrique, ainsi que l'histoire des femmes et la méthodologie historique. En 1993, elle publie une édition algérienne de son ouvrage, préfacée par André Mandouze, puis en 1994 un ensemble d'extraits de ses entretiens avec les moudjahidates⁷. Elle participe à des ouvrages collectifs, des colloques internationaux, des documentaires et publie plusieurs articles en France et au Maghreb sur les femmes dans la guerre de libération.

Se sentant menacée ainsi que ses enfants par les assassinats perpétrés par les islamistes, elle candidate en 1994 à l'université de Toulouse II sur le poste de maîtresse de conférences en histoire des femmes et études féministes, laissé vacant par le décès de Marie-France Brive qui l'occupait depuis la rentrée 1985. Elle intègre l'équipe pluridisciplinaire de recherche en études féministes Simone/SAGESSE, reprend la responsabilité du séminaire de maîtrise sur les femmes et participe à l'organisation des conférences publiques mensuelles sur les recherches féministes. Elle assure une bonne partie des enseignements de deug et licence sur « Femmes, Histoire, Société, Culture », encadre de nombreuses maîtrises et DEA et siège dans plusieurs jurys de thèse. Dès son arrivée, elle participe, entre autres, avec Rolande Trempé aux journées d'Albi de novembre 1994 (« À propos de la démocratie participative »), et en septembre 1995 au grand colloque du programme Med-campus « Les femmes et l'Université dans les pays de la méditerranée ». Elle intervient également aux journées de l'ANEF sur « Femmes et mouvements de femmes face à la situation algérienne : analyse et solidarités ». En

⁷ L'ouvrage est préfacé par Michelle Perrot.

1997, elle communique au colloque international de Tunis sur « Histoire des femmes au Maghreb et oralité ». La même année, elle publie « Femmes et islam en Occident » dans l'*Encyclopédie politique et historique des femmes* (dir. Christine Fauré, PUF). En 1999, elle prépare avec Agnès Fine et Claudine Leduc le numéro de *Clio. Histoire, Femmes et Sociétés* consacré à « Femmes du Maghreb ». Nommée professeure en 2002, elle prend sa retraite deux ans plus tard, après une absence pour longue maladie entre 2003 et 2004. Elle vit ses dernières années en Algérie, son pays bien aimé qui a pourtant si souvent déçu ses espoirs quant à la démocratie et à la place faite aux femmes.

Djamila aimait profondément son métier d'enseignante. Aussi terminerai-je en laissant la parole à un de ses anciens étudiants, Alexis Sempé, professeur d'histoire au lycée de Moissac, qui a soutenu un mémoire de maîtrise sous sa direction sur « Gaston Revel, un instituteur communiste en Algérie, 1936-1965 ». Il garde d'elle le souvenir « d'une femme simple, imposant le respect, profondément humaniste, très à l'écoute de ses élèves, qui ne cherchait pas à imposer ses idées »⁸.

⁸ La thèse qui a suivi a été publiée avec une préface de Jacques Cantier (Cahors, La Louve éditions, 2013).